

LE DEVOIR

VOL. XC - N° 29

MONTREAL, LE VENDREDI 12 FEVRIER 1999

87c + TAXES = 1\$ / TORONTO 1\$

PERSPECTIVES

La saga des civières

Au Québec, chaque hiver ramène sa nouvelle série noire sur les urgences et son lot de mythes sur les maux et les malheurs de ces coins d'hôpital. Cette crise fournit l'occasion d'en finir avec certaines croyances tenaces et de dégager quelques vérités.

Bon an mal an, on entend les mêmes diagnostics mille fois rabâchés. Or il est des mythes qui continuent de hanter les corridors de nos urgences, masquant les causes réelles de cette saga des civières, qu'il est plus que temps d'enterrer.

Les mythes favoris

■ **Les gens vont à l'urgence pour rien.** Ce refrain rabâché depuis 15 ans par les gouvernements, tantôt pour se déresponsabiliser ou pour justifier l'absence d'investissements dans les hôpitaux, n'a plus rien à voir avec la réalité, et ce, depuis plusieurs années. Soyons clairs. On ne se présente plus à l'urgence pour une poussée d'urticaire ou une vilaine toux. Hormis certaines urgences pédiatriques, la réelle cause d'engorgement des urgences aujourd'hui pour seule cause les patients gravement malades, alités sur des civières cordées dans les corridors. «*En fait, la très faible proportion de gens qui pourraient être vus ailleurs ne nous encombre même pas. Ils ne sont même pas comptabilisés dans nos rapports. La preuve, c'est qu'on ne compte plus que les patients sur civières dans nos statistiques*», affirme le Dr Pierre Desautels, responsable des urgences au CHUM.



Isabelle Paré

Toutes les statistiques démontrent que les malades reçus à l'urgence, à plus forte raison dans les hôpitaux ultraspecialisés, sont de plus en plus âgés et affligés de maladies complexes qui se terminent souvent par une hospitalisation. Pour la majorité des malades, l'urgence n'est plus un service où l'on entre le matin pour en sortir le soir

venu. Que cela plaise ou pas à ceux que la rectitude politique étouffe, le vieillissement de la population a changé la donne et joue un rôle de premier plan dans les pointes saisonnières qui secouent les urgences.

■ **CLSC et cliniques vont désengorger les urgences.** Un mythe peut aussi en cacher un autre. Pour preuve, on dit souvent que les CLSC et les cliniques privées vont «désengorger» les urgences. Or, comme ce sont les patients sur civières qui paralysent les urgences, difficile d'imaginer que ces services de première ligne pourront aider des patients dont la condition est aussi lourde. Quant aux «petits malades», qu'on accuse d'encombrer les urgences, ils envahissent déjà les cliniques privées et les rares CLSC où des médecins sont disponibles. Il suffisait de visiter cette semaine les grosses cliniques privées, qui ont dû doubler leurs équipes médicales pour répondre à la demande et limiter leurs services sur rendez-vous, pour le constater.

À l'heure actuelle, les polycliniques médicales, et encore moins les CLSC, ne sont aucunement en mesure de prendre le relais des salles d'urgence. Privés des services diagnostiques de base (tests sanguins, échographie, radiologie), que l'on ne retrouve qu'à l'hôpital, les médecins des cliniques avouent eux-mêmes qu'ils n'ont souvent d'autre choix que de renvoyer à l'urgence leurs malades pour poser un diagnostic clair quand un cas complexe se présente. «*Tout ce que nous pouvons faire, c'est de traiter les gens à domicile ou dans nos cabinets, mais les interventions sont souvent limitées par le besoin de services diagnostiques qui n'existent qu'à l'hôpital*», soutient le Dr Marc-André Asselin, représentant des omnipraticiens de la région de Montréal.

Les vraies causes

■ **Un corset trop serré.** Ce que nous apprend cette nouvelle crise, c'est que la réforme Rochon a mis au monde un système de santé «normalisé», parfaitement conçu pour fonctionner rondement au mois de mai quand les gens ne sont pas trop malades. Echauffé dans l'abstrait, en s'appuyant sur des statistiques et des moyennes, le système de santé a perdu toute forme de souplesse et excère l'exception. Dans son corset trop serré, il frôle l'étouffement au premier signe d'embonpoint. Et cela, même si la réalité des hôpitaux est de plus en plus une fréquentation en dents de scie, marquée par les saisons.

■ **Le chaînon manquant.** Cette énième crise des urgences démontre aussi combien on a tendance, comme lors de toute grande réforme, à jeter le bébé avec l'eau du bain. Mû par une logique financière, Québec a poussé, d'une traite, 4000 infirmières expérimentées à la retraite et 900 médecins sur les terrains de golf. Le gouvernement a merveilleusement réussi son exercice financier, mais a échoué en n'appliquant que le premier volet d'un plan en deux temps. Québec, qui se faisait l'apôtre du virage ambulatoire, a d'abord sabré 5000 lits, fermé neuf hôpitaux, mais n'a toujours pas investi un sou dans les centres ambulatoires.

C'est pourquoi les sommes annoncées par la ministre de la Santé, Pauline Marois, ne régleront pas, à moyen terme, les problèmes vécus cette semaine par plusieurs hôpitaux, incapables de répondre à tous leurs patients, faute d'infirmières. Il faudra plus qu'un coup de baguette magique pour soulager les séquelles laissées par ces années de réformes, parfois guidées plus par des mythes que par de réelles certitudes.

ÉCONOMIE

La Banque de Montréal voit l'avenir en rose, page A 6



ÉCONOMIE

Les consommateurs dépensent trop, selon le CQCD, page A 6

LES ACTUALITÉS



Beaudin dévoile le contenu du Printemps du Québec, page A 2

Bourque soulève un tollé

En comparant le Québec à un enfant, le maire déclenche la controverse

LOUISE LEDUC
LE DEVOIR

En comparant le Québec des nationalistes à un enfant qui, parvenu à l'âge adulte, constatera les vertus de l'interdépendance, le maire Pierre Bourque a allumé un feu qu'il s'est employé à éteindre une partie de la journée d'hier, à quelques heures de sa rencontre prévue avec la ministre des Affaires municipales, Louise Harel.

À la une du journal *The Gazette* d'hier, le journaliste Eric Siblin rapportait les propos tenus par le maire de Montréal lors d'un

lunch intime organisé par le Jewish Business Network, un organisme de jeunes entrepreneurs. À une question d'un membre de l'assistance sur les dangers de la souveraineté, Pierre Bourque a soutenu, en anglais, qu'il ne s'attendait pas à ce que «nous soyons confrontés au même problème qu'en 1995», en référence à la mince victoire des fédéralistes au dernier référendum. «*Je ne le prévois pas, maintenant que les gens ont compris qu'il vaut mieux vivre ensemble.*»

Sa déclaration est «une parfaite imbécillité», dit Joseph Facal

Le maire de Montréal s'est ensuite hasardé à une analogie sur les cycles de la vie. «*Vous savez, un enfant est d'abord dépendant, puis il grandit et veut devenir indépendant. Ensuite, il devient adulte et veut devenir interdépendant. Québec est comme un enfant: nous étions dépendants et éventuellement nous devons être interdépendants. Nous devrions faire un autre pas et devenir adultes.*»

VOIR PAGE A 10: BOURQUE



Orphelin jusqu'à l'os



LES 40 ALBANAIS du Kosovo dont le massacre a agi comme un électrochoc et conduit aux pourparlers de paix de Rambouillet ont été inhumés hier sur une colline enneigée qui surplombe leur village aujourd'hui déserté. Plus de 10 000 personnes ont assisté aux funérailles, qui ont donné lieu à des scènes déchirantes, comme celle de ce gamin albanais effondré devant le cercueil de son père. Nos informations, page A 5.

La fin d'un faux suspense

Le procès de Clinton devrait se conclure aujourd'hui

Un par un, les sénateurs américains se leveront, probablement aujourd'hui, pour se prononcer sur la destitution du président Bill Clinton, votant «coupable» ou «non coupable» aux accusations de parjure et d'entrave à la justice. Bill Clinton était d'ores et déjà assuré d'échapper à la destitution, celle-ci nécessitant un minimum de 67 voix (deux tiers du Sénat) alors qu'il est acquis qu'elles n'y sont pas. Le verdict devrait intervenir aujourd'hui vers midi.

LUC LAMPRIÈRE
LIBÉRATION

New York — «*Je ne sais pas ce qui se passera après vendredi [aujourd'hui]. Mais ce sera comme si on plantait une épingle dans une baudruche. Tout le monde voudra sans doute passer à autre chose*», résumait dans un soupir, il y a quelques jours, un commentateur chargé de suivre le procès Clinton sur la chaîne publique PBS. De fait, il n'aura pas fallu attendre la fin de la procédure pour que le reste de l'Amérique passe effectivement à autre chose: si le juge-



ment du public a mis du temps à trouver sa traduction politique, dans l'univers médiatique, ses effets se font sentir depuis des mois.

Passé le flot des révélations ou des pseudo-révélation qui avait fait de l'ancienne stagiaire le centre de l'activité des médias américains, l'intérêt porté au sujet qui domine les journaux télévisés depuis treize mois n'a cessé de diminuer et, avec lui, l'audience de ces rendez-vous quotidiens: d'après la dernière estimation, sur les 37,3 millions de foyers américains qui, l'an dernier, regardaient encore les journaux télévisés des trois grands réseaux, ABC, NBC et CBS, plus de quatre millions ont déserté (rapport Tyndall).

Le mois dernier, le jour de l'ouverture du procès au Sénat, le présentateur-vedette de CBS,

Dan Rather, qui avait interrompu les programmes pour une émission spéciale en direct, expliquait aux Américains que, d'après un sondage conduit par sa chaîne, seulement 20 % de leurs compatriotes suivaient l'affaire de près. Puis, rendant justice aux 80 % restants, il avait déserté l'antenne. Quelques minutes plus tard, les deux autres réseaux commerciaux, NBC et ABC, faisaient de même. Pour le reste, la télévision américaine reprenait un cours familier où CNN n'occupe qu'une position marginale et où l'impeachment de Bill Clinton est loin de faire un triomphe à l'audimat.

VOIR PAGE A 10: CLINTON

Gestion des eaux

Bégin rabroue Ottawa

«La stratégie fédérale fait fi des compétences que le Québec exerce pleinement»

LOUIS-GILLES FRANCOEUR
LE DEVOIR

Québec a opposé hier une fin de non-recevoir lapidaire à la «stratégie» fédérale sur l'eau, divulguée la veille à Ottawa.

C'est par communiqué que le ministre de l'Environnement du Québec, Paul Bégin, a en effet réagi en affirmant que «le Québec n'a pas l'intention de donner suite à la demande du gouvernement fédéral d'imposer un moratoire sur les prélèvements d'eau douce à grande échelle puisqu'il ne lui reconnaît pas la légitimité d'intervenir sur la protection et la gestion des bassins hydrographiques du Québec».

Le ministre Bégin a lui aussi fait référence dans son communiqué au fait que la stratégie fédérale est annoncée au moment même où démarrent au Québec les audiences de la commission sur l'eau du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement. C'est à l'issue de cette vaste consultation, a précisé le ministre, que le Québec se dotera d'une politique de gestion de ses eaux.

Le ministre Bégin a par ailleurs donné à penser que le Québec boycottera la consultation que dirigera à compter de mars la Commission mixte internationale.

M. Bégin s'est ainsi interrogé sur la décision d'Ottawa

VOIR PAGE A 10: BÉGIN

La crise des urgences se poursuit

Les syndiqués de la Cité de la santé de Laval qualifient les millions de Québec de «sparadrap sur une jambe de bois»

JUDITH LACHAPPELLE
LE DEVOIR

Au lendemain de la distribution des millions qui a réjoui la grande majorité des acteurs du milieu de la santé, des critiques se sont élevées pour rappeler que l'engorgement dans les urgences n'était pas pour autant résorbé. D'abord, la CSN se demande pourquoi la ministre de la Santé, Pauline Marois, n'a pas prévu de volet spécial pour les CLSC dans son annonce de mercredi, et les syndiqués du Syndicat de la fonction publique (SCFP) de la Cité de la santé qualifient les nouveaux millions de «sparadrap sur une jambe de bois».

La situation dans les urgences montréalaises s'est légèrement améliorée hier, mais elle demeure critique aux pavillons Notre-Dame, Saint-Luc et Hôtel-Dieu du Centre hospitalier universitaire de Montréal (CHUM), à Maison-neuve-Rosemont, à Lakeshore, à l'Hôtel-Dieu de Saint-Jérôme, à Le Gardeur, au Haut-Richelieu de Saint-Jean et à la Cité de la santé de Laval. Dans ce dernier cas, une centaine de syndiqués lavallois sont descendus dans la rue pour dénoncer la situation qui prévaut au seul hôpital lavallois. Le SCFP y représente là-bas une vingtaine de préposés aux bénéficiaires, commis et brancardiers. «*On a beaucoup parlé de la fatigue des médecins et infirmières, mais il ne faut pas oublier tous les autres*», disent les syndiqués. Deux fois plus de patients que la capacité normale de

VOIR PAGE A 10: URGENCES

MÉTÉO

Montréal	Pluie intermittente. Très doux. Max: 9 Min: 0	Québec	Pluie intermittente débutant le matin. Max: 4 Min: -1
----------	---	--------	---

INDEX

Annonces.....	B 6	Les sports.....	B 6
Avis publics.....	A 4	Montréal.....	A 3
Culture.....	B 7	Mots croisés..	B 6
Économie.....	A 6	Politique.....	A 4
Éditorial.....	A 8	Télévision.....	B 8
Le monde.....	A 5	Tourisme.....	B 4

www.ledevoir.com



